

La Suisse a besoin de ponts entre la recherche et l'industrie

Pour rester en tête des pays innovants, la Suisse doit créer des passerelles entre les mondes économique et académique

Olivier Wurlod

«Une marmite d'innovations qui bouillonne», «un jardin à entretenir intelligemment pour y favoriser l'émergence de nouvelles pousses», les métaphores étaient nombreuses jeudi matin au Rolex Learning Center pour définir ce que sont aujourd'hui les EPF et Hautes Ecoles spécialisées (HES) du point de vue de l'innovation. Plus de 400 personnes, dont quelque 250 patrons de PME, des politiques ou encore des représentants d'institutions publiques et privées, y étaient réunies pour parler de l'avenir de l'innovation en Suisse.

Divergence des besoins

Au-delà des formules d'usage, certaines réalités moins joyeuses ont été remises sur la table lors des différentes discussions. Le principal point d'achoppement concerne le cloisonnement des connaissances qui se dessine de plus en plus avec, d'un côté, les innovations dites de rupture (révolutionnaires) et les envies de publication dans de prestigieuses revues plébiscitées par une entité comme l'EPFL, et, de l'autre, les besoins fondamentaux des industriels



De g. à dr., François Gabella (CEO de LEM), Johann Schneider-Ammann (conseiller fédéral), Philippe Leuba (conseiller d'Etat) et Adrienne Corboud Fumagalli (EPFL). PATRICK MARTIN

suisses. «Comment transformer la marmite bouillonnante que sont les EPF en produits viables économiquement», s'interrogeait François Gabella, CEO de LEM Electronics, leader mondial du marché des capteurs? «Il ne faut jamais oublier que l'innovation doit s'adresser à un marché», a rappelé de son côté Thierry Voisin, directeur exécutif d'Altran, société de conseil en innovation et ingénierie avancée. «Nous ne sommes pas là pour régler les problèmes technologiques des industriels, problèmes qu'ils peuvent d'ailleurs régler par eux-mêmes à l'interne», rétorquait Gian-Luca Bona, directeur du Laboratoire fédéral d'essai

des matériaux et de recherche (EMPA).

Cette difficulté d'arriver à trouver un terrain d'entente entre les besoins en innovation des EPF et de ceux des sociétés implantées autour de l'arc lémanique, se répercute d'ailleurs sur l'emploi. Les patrons d'entreprise ont profité de cette occasion, jeudi, pour rap-

peler leurs difficultés à trouver la main-d'œuvre qualifiée nécessaire. Une étude d'Ernst & Young en début d'année établissait d'ailleurs que sept PME sur dix peinent aujourd'hui à recruter du personnel qualifié. «Par rapport à l'EPFL, notre frayereur concerne cette voie prise vers les sciences de

recherchée par les EPF et celle dont les entreprises ont réellement besoin (propre aux HES).

Enfin, les nouveaux réseaux thématiques nationaux comme Inartis Network (sélectionné par la Commission pour la technologie et l'innovation) ont pour objectif de mettre en place des partenariats innovants entre la recherche et l'économie.

Pour la Suisse, jugée depuis plusieurs années comme l'une des économies les plus innovantes au monde, les défis restent nombreux pour rester au sommet. «Sans innovation, une économie s'éteint rapidement, devient anémique, meurt», a tenu à rappeler hier le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, venu spécialement participer à cette journée.

«Notre avenir, notre compétitivité passe par l'innovation et doit être défendue corps et âme par les politiques comme par l'économie», assurait de son côté le conseiller d'Etat vaudois en charge de l'économie et du sport, Philippe Leuba.

«Dans un monde qui change, il y a des opportunités pour faire les choses mieux ou différemment», concluait Benoît Dubuis, cofondateur d'Inartis Network et président de Bioalps (*ndlr: l'association faitière des sciences de la vie de Suisse occidentale*). Eh oui, c'est maintenant qu'il faut prendre des risques pour s'assurer que notre marmite continue de bouillir.»



Retrouvez notre dossier spécial sur
www.epfl.24heures.ch

Les retraits d'argent dans les banques restent limités à 300 euros par jour et par détenteur de compte

Chypre, après la réouverture dans le calme de ses banques commençait à prendre hier mesure des immenses défis à vaincre pour maintenir sa place dans la zone euro. L'Institut de finance internationale (IIF), qui présente les plus grandes banques du globe, a averti que l'économie du pays allait connaître une «chute libre», avec une baisse pouvant atteindre 20% dans les deux prochaines années.

De son côté, le Fonds monétaire international (FMI), un des trois bailleurs de fonds de l'Union européenne, a recommandé que la mise en œuvre du plan d'aide ouvrait une période «difficile pour les Chypriotes pendant un certain temps».

Les habitants de l'île s'attendent donc à vivre des jours difficiles avec une activité fortement perturbée par le contrôle des capitaux imposé après douze jours de fermeture forcée de toutes les banques du pays.

Celles-ci ont pu rouvrir jeudi sans incident, au grand soulagement des marchés après une semaine de forte tension sur places boursières. Pour éviter une fuite massive des capitaux, les autorités chypriotes ont en place de sévères restrictions. Les retraits sont limités à 300 euros (quelque 366 francs par jour et par personne) dans toutes les banques, tandis que les paiements par carte à l'étranger ne peuvent dépasser 5000 euros par mois. Les virements bancaires vers l'étranger restent interdits. **ATS**

à des années très difficiles